

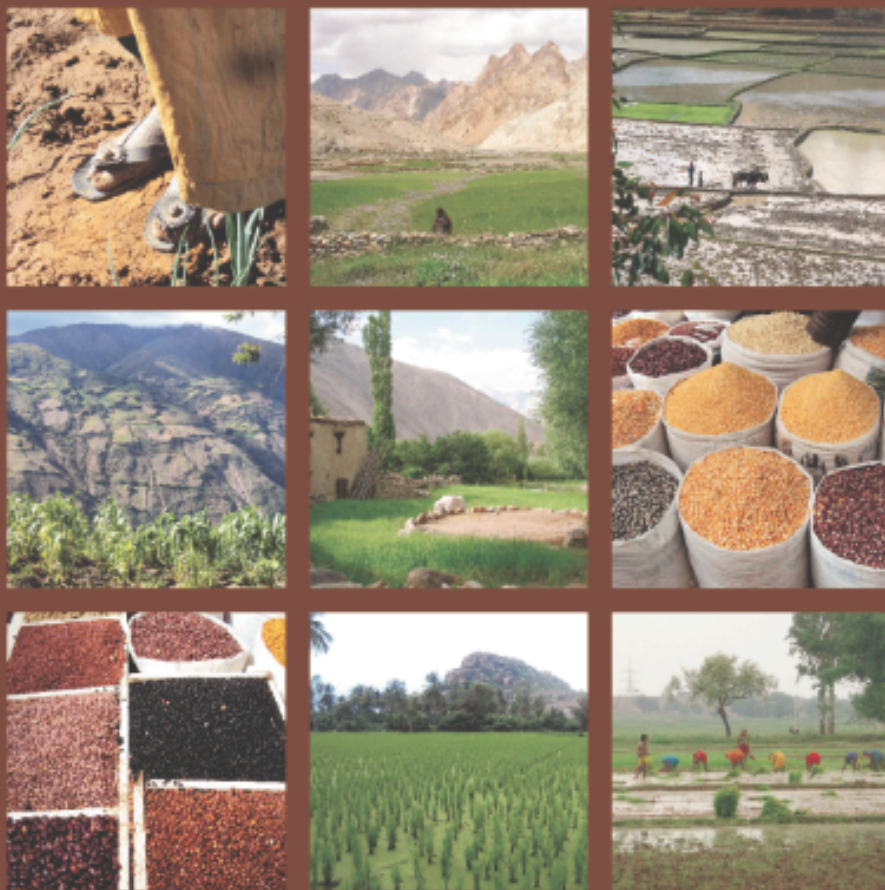
COLLOQUE
INTERNATIONAL

Institutions organisatrices
UMR Dynamiques Rurales, ENFA, Toulouse
UMR CNRS 5600, « Environnement, ville, société », Lyon,
Association « Genre en action », Bordeaux

Responsables
Hélène Guetat-Bernard, Lyon 3
Anne Marie Gramié, ENFA

Genre & agriculture familiale paysanne REGARDS NORD-SUD

Débats entre mondes académique, du développement et de la formation



22-24 mai 2012

Université de Toulouse II-Le Mirail, bâtiment des langues

Contact

CPRS - Centre de Promotion de la Recherche Scientifique, Université de Toulouse II-Le Mirail
Tel. (33) 05 61 50 44 68 / Fax : (33) 05 61 50 37 14 / Mail. cpres@univ-tlse2.fr



**MESURER L'IMMESURABLE, DEVOIR RENDRE DES COMPTES,
RENDRE VISIBLE POUR MIEUX COMBATTRE :
LES INDICATEURS DE GENRE ENTRE ENJEUX
OPERATIONNELS ET POLITIQUES**

Elisabeth Hofmann - économiste, LAM/IEP et Genre en Action

*Rosie Westerveld - chargée de projet du Réseau des Observatoires de
l'Égalité de Genre pour Genre en Action*

Résumé :

Malgré des décennies de discours, conférences, publications et expériences concrètes, « genre » reste un mot valise rempli trop souvent de manière arbitraire, imprécise et changeante. Le concept est loin d'être compris de manière unanime, l'opérationnalisation de l'approche dans les politiques, les activités, mais aussi dans le fonctionnement des institutions, reste un défi de taille et les réalités, que recouvre le terme « genre », sont encore mal connues et pas toujours interprétées avec un niveau d'analyse suffisant. Nous sommes confrontés à des concepts, des enjeux et des situations d'une grande complexité et à des évolutions dont l'aspect qualitatif est souvent crucial. La dimension genre reste trop souvent occultée, reléguée au second rang, prise en compte à la marge, comme c'est le cas dans l'agriculture paysanne - la raison d'être de ce colloque en est la preuve. Sans parler des stratégies d'instrumentalisation dont le genre fait l'objet, où l'égalité des genres devient l'égalité des sexes, où les traductions entre anglais et français occultent une partie de sens de « gender » et genre est le nouveau féminisme édulcoré...

Pour faire ressortir les dynamiques de transformation des rapports sociaux entre femmes et hommes, pour dépasser les indicateurs sexo-différenciés - nécessaires, mais insuffisants - et pour aller au delà du genre « cosmétique », pour rendre visible les inégalités, les avancées et les obstacles, l'observation s'impose. Le Réseau Genre en Action s'est préoccupé dès sa création de la question de la mesure du genre, des indicateurs qui permettent de « capter » ces changements des rapports sociaux, des preuves dont nous avons besoin pour obtenir la reconnaissance, les financements et les décisions politiques qui vont dans le sens d'une réduction des inégalités. A partir de 2010, Genre en Action a pu mettre en place un réseau d'observatoires « égalité de genre », le coordonner et lancer des pistes pour des études et actions communes. Cette initiative sera présentée en deuxième partie de cette communication. Elle n'est pas spécifique à la thématique de l'agriculture paysanne, mais le dispositif des observatoires a toute sa pertinence dans ce secteur.

Avant la présentation du projet de Genre en Action, il est utile de regarder de près les enjeux de cette « observation du genre ». Un premier point clé concerne la notion de la « mesure de l'immesurable ». Les rapports de genre dans une société, un secteur, une zone donnés sont souvent occultés par les indicateurs classiques. Beaucoup de données disponibles et surtout celles relayées vers le grand public, ne sont même pas différenciées selon le sexe : on nous parle « des paysans, des agriculteurs » (terme que nous utiliserons ici de manière échangeable, même si c'est un raccourci inexacts), sans spécifier que derrière ce terme se cachent des hommes et des femmes. Quand la sexo-différenciation est faite, elle reste souvent peu éloquente : à titre d'exemple, on nous parlera des chef-fe-s d'exploitation, mais on occulte toutes les conjointes-collaboratrices qui sont aussi cruciales à la bonne marche de leur ferme qui est officiellement celle de leur conjoint ; ou on nous donne des pourcentages de femmes parmi les agriculteurs, mais sans croiser cette information avec la taille des exploitations, avec le mode de culture, avec l'importance des activités annexes qui s'y ajoutent.

Encore moins fréquents sont les indicateurs spécifiques au genre qui tentent de mesurer des aspects plus qualitatifs : les agricultrices, ont-elles le contrôle sur les ressources - terres, intrants, machines, moyens de transport - qu'elles utilisent ? Lorsqu'elles génèrent des revenus, peuvent-elles décider librement de leur utilisation ? Est-ce que leurs maris ne vont pas d'autant réduire leurs propres contributions aux dépenses de la famille ? Quel est le nombre d'heures travaillées par jour par les paysannes, quand on y intègre tout le travail fait dans le ménage, auprès des enfants, etc. ? Quel est leur temps de repos et de loisir, leur temps juste pour elle ? Quelles aides, formations et conseils obtiennent-elles pour leurs cultures de la part des services publiques, des chambres d'agriculture, des ONG agricoles ? Quelle reconnaissance pour leurs efforts, de la part du mari, de la belle famille, de la communauté, etc. ? Ont-elles le même accès à des circuits de commercialisation que les hommes ? Contrôlent-elles le processus de commercialisation ou sont-elles dépendantes des hommes qui dominent cet aspect ? Participent-elles à la planification de leur ferme (projets d'extension ou de diversification des domaines d'intervention, dépenses pour l'entretien, la restauration, la réorientation de leurs activités ou l'agrandissement des structures) ? Les agricultrices, conjointes d'agriculteurs, ont-elles le choix de ce métier ou se tournent-elles vers l'agriculture pour soutenir leur compagnon ? Quel est leur engagement dans des associations, syndicats, groupements ? Si ces structures

collectives sont mixtes, quelle place y occupent les femmes par rapports à celle des hommes ? Sont-elles aussi présentes et entendues dans les instances dirigeantes ? Leurs besoins particuliers - comme la difficulté de gérer exploitation et ménage en même temps, l'accès à la propriété, les freins à leur mobilité, la dépendance de revendeurs, etc. - y sont-ils pris en compte à juste titre ? Comment appréhender les inégalités générationnelles qui apparaissent au vu de la pénibilité du travail ? Comment se saisir des stratégies communautaires de diversification des productions vivrières ? Comment mesurer les impacts des migrations et de l'exode rural sur la répartition des tâches agricoles ? Comment intégrer les préoccupations internationales : l'accroissement de la population mondiale, les conditions de vie des populations rurales, l'accès, la gestion et la préservation des ressources naturelles, la mécanisation et le tout-chimique, les droits fonciers et les accaparements des terres par de grands groupes et les violences qui s'en suivent, la féminisation du travail saisonnier par secteur, les changements climatiques et les impacts qu'ils ont sur les populations et les terres au quotidien des paysans et agricultrices ? Comment se miroitent ces préoccupations dans leurs activités ?

Pourtant, les réponses à ces questions sont cruciales pour comprendre la vie des paysannes et des agricultrices, les changements en cours, leurs besoins et intérêts. De fait, ces aspects ne sont pas immesurables, mais une attention, des efforts et des moyens particuliers sont nécessaires pour les capter et les rendre visibles.

Un autre point clé concerne l'utilisation de ces informations : à quoi sert-il de déployer ces indicateurs de genre ? Pour informer et revendiquer, pour accompagner et piloter, pour capitaliser.

Concernant l'enjeu d'information, en vue d'alimenter le plaidoyer, on part du constat que partout dans le monde et indépendamment du lieu de vie, de l'origine ethnique et même de la classe socio-économique, les femmes sont relativement défavorisées par rapport aux hommes du même groupe social. Cependant, ces inégalités revêtent des formes et une ampleur très variables et évolutives. Il est donc indispensable de mener des études et des diagnostics qui cherchent explicitement à rendre ces différences visibles et à en saisir les tenants et les aboutissants, mais aussi les évolutions. Cet enjeu est particulièrement crucial dans un contexte Sud, où très peu d'informations fiables et précises sont collectées et diffusées de manière régulière. La collecte d'informations dans chaque contexte y est nécessaire, afin d'éviter le vieil écueil qui consiste à interpréter les réalités dans des pays du Sud à partir de catégories et schémas de pensée occidentaux. Partout cette observation est nécessaire afin de mieux saisir les enjeux peu visibles et moins connus des inégalités entre les femmes et les hommes.

Ce travail de collecte d'information comporte aussi le recensement de travaux existants, notamment au sein des universités au Sud et au Nord où de nombreuses monographies et autres études illustrent certains aspects des rapports de genre dans un milieu ou un territoire donné. Malheureusement, ces données secondaires sont souvent méconnues et difficilement accessibles. Un observatoire peut remédier à cette situation.

Rendre visibles les inégalités en générant et diffusant des informations est une première étape clé pour leur prise en compte dans les politiques, programmes et projets. Il s'agit, dans l'idéal, d'une aide à la décision permettant aux décideurs à tous les niveaux d'agir en bonne connaissance de cause en faveur de plus d'égalité entre les femmes et les hommes. Dans les cas de décideurs de moins bonne volonté, ces informations collectées et diffusées servent à alimenter le travail de plaidoyer, d'interpellation, de réflexion sur les alternatives.

Ceci est d'autant plus important dans le contexte politique ambiant où on ne cesse de nous dire que les alternatives n'existent pas, que les décideurs n'ont pas de marge de manœuvre, que le système politico-économique mondial écrase tout ce qui ne rentre pas dans le courant principal. En témoigne le cas des paysannes prises dans l'étau de l'endettement et de la chasse à la prime ici en Europe ou de celles au Sud, dépendant du collecteur qui a aussi fourni les semences et les engrais, tributaires de la pluie toujours plus dérégulée par le changement climatique et dans la crainte de perdre l'usufruit de leur terre, si toutefois leurs choix de culture s'avèrent rentables. L'accès à l'information sur sa propre situation, sur d'autres initiatives, sur des éléments de contexte, peut indéniablement renforcer le pouvoir de ces femmes.

Les observatoires peuvent aussi jouer un rôle clé dans l'accompagnement et le pilotage de projets, d'initiatives nouvelles, lors des phases tests des alternatives dont nous avons si cruellement besoin.

Pour assurer une prise en compte du genre, il faut un suivi systématique des activités et des évolutions, permettant alors de réagir à des effets inattendus ou à des influences nouvelles en adaptant le projet, le programme ou la politique au fur et à mesure de sa mise en œuvre. Un tel pilotage est incontournable car la réduction des inégalités entre femmes et hommes implique des changements très complexes (de lois, de mentalités, de procédures, d'institutions, de rapports de forces, etc.). Les projets et programmes, mais aussi les effets des politiques publiques s'apparentent alors à des processus qui ne sont pas prévisibles dans leur intégralité et qui nécessitent un pilotage à vue - basé sur des observations - pour s'adapter aux évolutions.

L'accompagnement d'une initiative par un observatoire peut aussi couvrir le domaine des compétences nécessaires pour intégrer le genre de manière pertinente, réellement transversale et efficace. De grands efforts de formations sont nécessaires, de même que le recours à des expert-e-s académiques et issu-e-s des mouvements sociaux et féministes. Un observatoire peut diagnostiquer les besoins en formation et/ou d'expertise externe, fournir des appuis ponctuels, mettre à disposition ou aider à concevoir des outils et mettre en relation des formateurs-trices et des expert-e-s local-e-s et international-e-s.

La capitalisation est la troisième raison d'être des observatoires. Les expériences passées dans la prise en compte du genre sont importantes et de nombreuses bonnes pratiques ont déjà été identifiées dans des contextes divers. Les leçons tirées ne sont toutefois pas suffisamment connues, accessibles, visibles et traduites en français. Rendre ce capital d'expériences disponible au plus grand nombre peut être un des objectifs centraux d'un observatoire.

Pour beaucoup d'acteur-trices du développement, le genre n'est pas encore un réflexe et il est indispensable de capitaliser les expériences réussies au fur et à mesure, en mettant en avant les éléments respectifs qui semblent transférables dans d'autres contextes et sous quelles conditions. Par ailleurs, beaucoup d'expériences nouvelles sont en cours et à défaut de constituer des « recettes prêtes à l'emploi » pour l'intégration du genre, l'innovation est riche en la matière et mérite d'être analysée, diffusée, connue.

Depuis 2005, Genre en Action a approfondi sa réflexion autour des observatoires. Les enjeux de la mesure des inégalités, de la compréhension des évolutions de ces inégalités, du recensement des bonnes pratiques innovantes et des projets existants ont souligné la nécessité de créer un réseau qui permette de mettre en lumière les tendances et réalités actuelles dans l'espace francophone.

Le projet de Réseau des Observatoires de l'Égalité de Genre a été impulsé dès 2005 : la première phase de ce projet a conduit à l'écriture d'un bulletin de Genre en Action, destiné à illustrer l'utilité des observatoires pour une meilleure intégration du genre dans les projets, programmes et politiques de développement. Les questions fondamentales : *que faut-il observer ? Pourquoi observer ? Comment observer ?*, ont été approfondies pour souligner les défis particuliers qui émergent lorsque l'on traite d'observatoires genre et développement.

Ce travail a permis l'identification d'initiatives existantes et de pistes intéressantes, susceptibles d'être capitalisés ou réutilisés en tant que bonnes pratiques. Il a aussi permis de réaffirmer qu'en matière de genre et développement, les pays francophones sont « en retard ». C'est pour cela que Genre en Action a lancé l'idée de mettre en réseau les observatoires de l'égalité existants, de soutenir et d'accompagner la création de nouveaux observatoires, pour mettre en place des mécanismes indépendants et performants de mesure et de veille des inégalités, mais aussi de mettre en synergie des études et actions avec d'autres organismes allant dans le même sens.

La deuxième phase du projet s'inscrit tout à fait dans cet axe de travail, et répond à une forte demande émanant tant de la société civile (des femmes notamment) que des décideurs engagés dans la lutte contre les discriminations. Les acteurs de l'aide publique au développement ont désormais reconnu la nécessité de prendre l'approche genre en compte. Dans ce sens, Genre en Action s'est fixé comme mandat principal de renforcer un espace de dialogue, de veille (politique et scientifique), de diagnostic, de renforcement des compétences, de communication et de rencontre pour une réelle et effective prise en compte de l'égalité de genre. Le projet du ROEG a débuté en 2011, et se veut un lieu d'agrégation et d'intégration des différents observatoires de genre. Il mobilise les compétences, les outils et les partenaires développés par GeA pour une démarche originale et inédite de renforcement des institutions et des différents groupes impliqués dans la lutte contre les inégalités, à savoir : les décideurs et planificateurs des politiques publiques au niveau national, la société civile, les intervenant-e-s de la coopération décentralisée et les agences bi latérales. Il soutient et valorise la mise en œuvre et en réseau d'observatoires dans une dizaine

de pays à travers le repérage des mécanismes existants au Nord comme au Sud (pratiques, méthodologies, indicateurs, analyses) : à son lancement, il compte une dizaine de structures basées dans des pays d'Afrique Subsaharienne, centrale, du Nord, dans l'Océan Indien, en Europe.

L'un des premiers objectifs du projet est de répertorier ces multiples observatoires « genre » ou intégrant la perspective genre au Nord comme au Sud. Mais ces observatoires restent rares et tous n'ont pas encore acquis les atouts techniques et politiques qui leur permettraient de jouer pleinement leur rôle. Le repérage et l'identification de ces observatoires, tous spécifiques de par leur forme, taille, thématique, envergure, permet de réaliser une étude comparative précise et permet de compiler, recenser et relever les observatoires de genre existants, les pratiques utilisées, les champs d'observation, les besoins en renforcement des compétences, les insuffisances à combler (politiques, opérationnelles, méthodologiques), les facteurs de blocages et les obstacles structurels, politiques, idéologiques, financiers. Cette étude comparative vise à identifier, analyser et nourrir un débat collectif qui réinterroge les besoins de la formation de responsables et employé-e-s des différents observatoires, mais aussi des personnes impliquées dans la collecte et l'analyse de données.

La mise en réseau ne signifie pas que les observatoires soient homogènes : leurs revendications, démarches d'observation, techniques de collecte et d'analyse, identités juridiques, raison d'existence, public cible, partenaires techniques et financiers, lieux d'intervention, sont extrêmement différents, notamment parce que l'on traite ici de structures basées dans des lieux géographiques différents et portant sur des thématiques diverses, telles que : santé, éducation, agriculture, justice, économie, écologie, etc., et portant sur des zones d'intervention au niveau local, régional, national, transrégional, international, urbain, rural.

La définition d'un observatoire - ou plutôt de ce qu'il est, en fonction de ce qu'il n'est pas -, est donc apparu comme une nécessité préalable à toute volonté de comparaison ou tentative de croisement, et a souligné plusieurs points qu'il est utile de rappeler pour mieux comprendre les enjeux qui existent autour de la mise en réseau. La forme d'un observatoire n'est pas rigide ni codifiée. Certains observatoires sont des associations, d'autres sont des centres de recherche... Certaines structures comportent un fonctionnement hiérarchique « dur », c'est-à-dire avec une gouvernance interne dictée par des codes (règlement interne, code de conduite, plan d'action, etc.) et des sphères décisionnelles de pouvoir (CA et bureau, comité scientifique, etc.) et d'autres fonctionnent de manière plus fluctuantes (selon les moyens humains, si l'organisation dépend de bénévoles, selon les actualités locales ou nationales, selon les financements, etc.). Le but déterminé des observatoires est d'abord l'analyse les rapports de genre entre femmes et hommes, leurs évolutions, les enjeux qui gravitent autour des relations sociales - y compris les rapports de pouvoir -, à différentes échelles et différents niveaux géographiques, politiques, économiques, etc., et ensuite de diffuser les résultats de ces analyses afin d'orienter les décisions en faveur de l'égalité de

genre. La finalité des observatoires est le renforcement des capacités et des compétences des décideurs et des citoyen-ne-s, l'information et le plaidoyer en vue d'une meilleure application des textes existants et une évolution des comportements pour la réduction des inégalités de genre dans les sociétés et la lutte contre la pauvreté.

La compréhension de ce qu'est un observatoire et des diverses formes qu'il peut revêtir est un premier point important. Il est ensuite nécessaire de s'intéresser à leur place dans l'espace international. En effet, il existe aujourd'hui divers systèmes ou mécanismes d'observation de genre au niveau international et national. Parmi ceux-ci, citons les indicateurs genre du PNUD, de l'OCDE, l'IDISA de la CEA, les rapports pays réguliers dans le cadre de la CEDEF, le Gender Gap Report, les indicateurs de certaines cibles des OMD, sans oublier des indicateurs des politiques nationales qui sont disponibles dans bon nombre de pays. Au niveau des pays industrialisés, le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, à travers le Gender Net, tente d'impulser la prise en compte du genre dans l'aide au développement des pays européens. Les objectifs et indices sexospécifiques internationaux et régionaux sont utiles en ce qu'ils permettent d'établir des comparaisons entre pays en matière d'égalité des genres, et traduisent des données complexes en messages clairs concernant les accomplissements et les écarts en matière d'égalité des genres. Cependant, indicateurs et textes internationaux ont leurs limites. Les données issues des recensements nationaux sont notoirement peu fiables. S'entendre sur les éléments de l'égalité des genres à mesurer et sur la meilleure manière de capturer ces éléments à travers un nombre limité d'indicateurs est un défi continu. Par ailleurs, le problème du manque de stabilité des personnels genre dans les structures impliquées dans la conception, la mise en œuvre et le suivi est réel.

C'est pour cela que le rassemblement d'observatoires de l'égalité de genre au sein d'un réseau a une réelle utilité. A travers l'identification d'indicateurs (qualitatifs, quantitatifs) et de processus pertinents utilisés et/ou recommandés par les observatoires à différents niveaux (gouvernemental et société civile), dans différents lieux géographiques (local, national, régional, international), le ROEG permet de mener des expérimentations en réunissant des informations sur les démarches, les processus, les engagements, les rôles et responsabilités des acteurs sociaux et institutionnels. Étudié à travers le prisme genre, le projet permet une analyse poussée des différents indicateurs de mesure et référentiels communs pour une lecture des statistiques plus significative et porteuse. Toutefois, afin de parvenir à la production de rapports et d'analyses, encore faille-t-il, à la base, des champs d'observation permettant un travail d'agrégation et de comparaison à travers des axes prioritaires et transversaux aux observatoires membres du ROEG.

Les observatoires, grâce à leur identité et leur position peuvent jouer un rôle d'interface et d'observation des inégalités, les faire connaître, les documenter, en vue de faire évoluer les conditions de vie et de travail des femmes et des hommes, pour plus d'égalité. A travers la capitalisation des expériences, des enjeux et des difficultés, le recensement des techniques de collecte, de mesure, des champs

d'observation, et la mise en réseau, le ROEG peut aider à trouver des opportunités et des solutions innovantes pour la répliquabilité contextuelles et/ou géographiques de nouvelles pratiques. La mise en place d'activités telles que la formation, la capitalisation, le recensement, la recherche, la sensibilisation auprès de publics divers (militants d'OSC, décideurs politiques, institutions et gouvernements) est le gage d'une meilleure compréhension et d'une veille de tous ces changements invisibles.

Ce colloque sur « genre et agriculture familiale et paysanne » propose une lecture sociale et culturelle genrée des évolutions des mondes agricoles des Nords et des Suds confrontés à un certain nombre de difficultés et d'impasses. Il tente de montrer comment la lecture des rapports de genre en agriculture éclaire des expériences nouvelles d'ordre organisationnel, mais aussi de manières de produire, de choix productifs, de rapports aux territoires. Il propose une interrogation spécifique sur les liens entre agriculture, développement, environnement en mobilisant les outils spécifiques des rapports de genre. Quel lien alors, avec les observatoires ? Il serait en effet souhaitable que la richesse des analyses et expériences présentées ne reste pas à l'intérieur de notre cercle, ne reste pas confinée dans des actes qui seront, on l'espère, publiés dans quelque temps. Relayer ces travaux par des observatoires sectoriels, nationaux, régionaux, là, où ils existent, seraient une bonne manière de les valoriser mieux, de renforcer leur valeur ajoutée sociale, de mieux correspondre à la fibre militante qui animent beaucoup des universitaires ici-présentes et de donner plus de rayonnement à celles et ceux qui agissent, réfléchissent et produisent en dehors des murs académiques. Observer, mesurer, analyser, faire connaître... pour mieux transformer nos sociétés, combattre les inégalités et renforcer le pouvoir des paysannes aux Nords comme aux Suds.
